

DISCOURS DU PRÉSIDENT

mardi 10 janvier 2023

VŒUX DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE AUX ORGANISATIONS PATRONALES

Monsieur le président du MEDEF,

Monsieur le président de la CPME,

Chers amis

chers toutes et tous ,

IAORANA ,

Bonjour et avant tout merci d'avoir répondu à mon invitation pour cette présentation traditionnelle des vœux du nouvel an que je forme en tant que Président du Pays mais aussi de la part de tous nos concitoyens.

Je tiens à adresser le plus sincèrement et le plus chaleureusement possible à chacun et chacune d'entre vous, ainsi qu'à tous ceux que vous représentez ici, une très belle année 2023.

Cette d'année sera nécessairement une année particulière car elle marque la fin de la mandature actuelle. J'aurai l'occasion en temps utile d'en faire un bilan plus complet.

J'aimerais, au préalable revenir quelque instant sur 2022 et sur les années précédentes marquées par une série de crises sanitaire, économique et sociale, telle que jamais notre Pays n'en avait connue.

Je ne vais pas en faire un historique, mais essayer avec vous d'en dégager quelques caractéristiques essentielles et si possible de tirer quelques leçons.

Cette crise elle se résume par deux mots : PANDEMIE et INFLATION.

Les deux sont totalement exogènes, totalement importées, et ravageuses pour un pays dont l'activité principale est fondée sur le tourisme et qui importe plus de 90 % de ce qu'il consomme.

Après des années d'efforts et de rigueur, la pirogue Polynésienne se présentait forte en 2019, armée pour envisager de belles années de croissance et de prospérité.



Cette phase « euphorique » a hélas été brutalement brisée à la fin du mois de janvier 2020.

Vous connaissez tous, dans vos responsabilités de chef d'entreprise, le poids et les conséquences des décisions qu'il faut prendre quand s'annonce une crise.

Permettez que je salue, devant vous, la lucidité et le courage des membres du gouvernement dès notre première réunion spéciale consacrée à la pandémie.

Et je vous laisse imaginer l'ambiance, lourde et solennelle de mon premier « tête à tête » avec le Haut-Commissaire, M. Dominique Sorain, que je salue d'ailleurs devant vous, car il aura été des mois durant, à mes côtés, l'interprète de la bienveillance et de la mobilisation permanente des services de l'État dans ce combat.

Jamais en effet je n'ai ressenti aussi intensément le poids et la hauteur de la charge que doit assumer le Président du Pays.

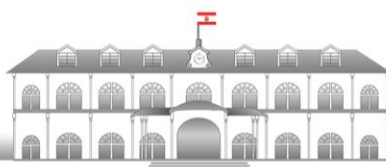
La mobilisation des représentants au sein de l'Assemblée de Polynésie française, le courage sans faille du gouvernement, l'engagement exceptionnel de l'Etat et la mobilisation des entreprises et des forces vives de ce Pays, nous ont permis, avec toute la population, de surmonter, tous ensemble, cette crise sanitaire et éviter le tsunami économique et social qu'elle aurait pu engendrer.

Je voudrais, devant vous, tirer les quatre enseignements majeurs de cette expérience inédite :

La solvabilité : Notre Pays a pu faire face à cette situation systémique parce qu'elle disposait en entrée de crise d'une situation économique et budgétaire favorable caractérisée par une bonne situation de trésorerie et un faible niveau d'endettement. Du côté des entreprises, la dynamique économique retrouvée à partir de 2014 leur avait permis de reconstituer leur fonds propres et de retrouver de bons niveaux de rentabilité. Enfin, ces dynamiques économiques et financières classaient notre Pays parmi les bons élèves de la République, avec notamment une cotation favorable de l'agence Standard and Poors.

La réactivité : l'anticipation des conséquences économiques et sociales de la crises sur les secteurs les plus durement touchés, le bon état des finances du Pays nous ont permis d'élaborer dans l'urgence un plan de soutien et de relance massif et puissant . Ciblé, ce plan de relance a été rapidement mis en œuvre. Les montants d'argent public hors normes qui ont été déployés dans des délais extrêmement courts, les schémas financiers innovants imaginés et coordonnés par le pays et par l'Etat, comme le DIESE et les PGE, ont répondu aux besoins des acteurs économiques.

L'unité et la stabilité d'une majorité politique ont été les outils majeurs de l'efficacité, de la cohérence et de la continuité de l'action.



Je n'ose imaginer ce qui se serait passé si cette pandémie avait frappé au cours la période d'instabilité du TAUI, ou chaque décision prise par un gouvernement aurait été remise en cause par le suivant.

Quand je dis « Unité » je vais bien au-delà de la sphère strictement politique. Car l'une des caractéristiques de l'ensemble des mesures prises pour anticiper et résoudre cette crise, c'est qu'elles ont été décidées en étroite relation avec les représentants du monde économique et les partenaires sociaux en général. Dans la transparence, le dialogue et le sens des responsabilités.

Enfin quatrième composante indispensable, la confiance et l'engagement d'un État fort et puissant, capable de mobiliser des moyens humains et techniques exceptionnels pour protéger une population, cautionner et soutenir un effort financier hors du commun pour sauvegarder toute une économie. Entre les PGE, le SFE et les prêts de l'AFD, ce sont plus de 100 Mds de F CFP qui ont été apportés par la Nation à notre petit territoire !

Venons-en à la situation actuelle.

Les indicateurs macro-économiques à notre disposition (Croissance du PIB, emplois, ...) sont bien orientés même s'il faut, j'en conviens, rester prudent pour 2023.

L'inflation est en effet bien installée, et même si nous déployons des moyens considérables pour en limiter les effets, il faut s'adapter et encore serrer les coudes. L'action des banques centrales, le ralentissement de la demande mondiale, la baisse des taux de fret sont autant de signes qui laissent espérer que ce cycle de remontée des prix sera entravé, du moins fortement ralenti, avant la fin de l'année.

Ce qui est rassurant également, c'est que nous disposons de quelques marges de manœuvre pour renforcer les dispositifs de soutien et d'accompagnement de vos entreprises. Ainsi les aides existantes seront maintenues et la défiscalisation de vos investissements prolongée. De même, le budget 2023 de notre Pays consacre une place centrale à la commande publique.

Cette situation nous donne également la possibilité de pouvoir poursuivre les réformes structurelles d'ores et déjà engagées.

A ce titre, La loi du pays du 23 mai 2022 sur la Protection Sociale Généralisée a permis de réformer la gouvernance des trois régimes qui sont désormais administrés par un conseil d'administration unique, et organisé en cinq branches, mais également de créer un nouveau compte d'affectation spéciale « FPSU » (Fonds pour la protection sociale universelle), affectataire de tous les prélèvements fiscaux en faveur de la protection sociale.

La poursuite de la réforme de la PSG demeure essentielle car elle est un gage de notre crédibilité collective pour espérer un accompagnement de l'État, dont les promesses de financement sur les trois exercices à venir dépendent de la capacité des décideurs



polynésiens à tenir le rythme des réformes de fond : réforme de l'organisation par risque, réforme du cadre juridique et de gestion applicables aux trois régimes, réforme des prestations pour assurer la pérennité des régimes mais également d'une meilleure équité sociale.

L'équilibre pérenne des comptes sociaux repose, vous le savez bien, sur la prospérité du modèle économique polynésien, qui doit supporter sur petits bras des dépenses sociales à estimées à 148 milliards FCFP sur 2023 !

Souvenez-vous...

C'est en 2014, lorsque les élus de l'Assemblée m'ont confié la responsabilité de gouverner notre pays, que j'annonçais ma ferme intention d'entreprendre la réforme de la PSG.

Huit ans plus tard, là où certains de mes prédécesseurs ont terminé sur les écueils, j'ai réussi, avec le soutien de la majorité, mais également avec la persévérance des partenaires sociaux et le talent de certains à faire avancer ce sujet dans le bon sens.

Enfin, pour vous rassurez sur le débat en cours concernant la situation financière du CHPF, le Pays accordera, dès cette année, une dotation exceptionnelle en faveur de cet établissement essentiel à la santé des polynésiens. Elle permettra de couvrir les singularités qui sont apparues récemment.

Sur le plan économique, l'analyse des dernières enquêtes de l'ISPF est éclairante.

Les chiffres détaillés de l'activité comme de l'évolution de l'emploi nous montrent combien les tendances et les trajectoires qui se dessinent sont favorables mais combien aussi ces redressements demandent constance et ténacité pour vaincre toutes les fragilités.

Au troisième trimestre 2022, le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes augmente de 17 % en valeur par rapport au troisième trimestre 2021. Le résultat est 9% plus élevé qu'en 2019 pour s'établir à 211 milliards.

Les recettes des exportations locales augmentent d'un tiers par rapport à l'an passé pour s'établir 2,7 milliards, soit 0,5 milliard de plus qu'en 2019.

Jamais autant de perles n'ont été vendues vers les États-Unis sur trois mois. La hausse des volumes exportés vers l'Amérique concerne également les produits issus de la pêche et les exportations de coprah et de vanille qui progressent en volume respectivement de 15 % et 34 %.

En ce qui concerne l'emploi, nous avons franchi en 2022, le cap des 100 000 personnes qui occupent un emploi, soit 1 700 de plus qu'un an auparavant. Le nombre de chômeurs passe sous la barre des 10 000, en diminution de 6 200 depuis 2018.



Pour la première la fois depuis 2019, la création d'emplois est supérieure à la diminution du nombre de personnes souhaitant travailler (chômeurs et inactifs souhaitant travailler compris).

Le taux de chômage continue de diminuer pour la quatrième année consécutive et atteint 9% en 2022. Le taux d'emploi progresse à 53,8 %. Même si le nombre de nos concitoyens qui se considèrent hors de l'employabilité reste très élevé.

Et c'est bien la base, non seulement de mes vœux mais de nos engagements économiques pour 2023, à savoir :

- Protéger efficacement l'ensemble de la population face à la hausse des prix.
- Soutenir et aider toutes les initiatives qui assurent le développement et la diversification des activités économiques et de l'emploi local.
- Renforcer notre cohésion sociale, et l'unité de notre communauté par le renforcement des solidarités.

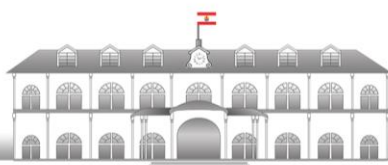
Remettre la valeur travail au centre de la vie polynésienne n'est pas une simple mesure économique. C'est l'affirmation d'une volonté et d'un cap politique. C'est en trouvant sa place et son utilité sociale dans notre vie de tous les jours que chaque Polynésienne et Polynésien exprime le mieux son intégration dans notre culture, nos aspirations et notre envie collective de vivre la modernité. C'est grâce à cette reconquête par le travail que nous pourrions sauvegarder ce modèle social qui a fait ses preuves. C'est dans cet esprit que sera mise en place la refonte de tout notre système d'aides à l'emploi pour que soit favorisée l'insertion par le travail dans la vie sociale.

D'où les objectifs ambitieux pour le développement de l'apprentissage (300 en 2023, 1000 en année de croisière), la modernisation du code du travail, les allègements de charges productives ou salariales, les simplifications techniques ou administratives.

Tout sera mis sur la table avec vous pour que l'embauche ne soit plus vécue en Polynésie comme une charge pour l'employeur mais bien comme l'outil du développement et de la croissance de leurs entreprises.

L'année qui vient de commencer sera une année d'engagement collectif, d'actions, encore et toujours. Fort de la confiance des polynésiens, j'agirai jusqu'au dernier jour de mon mandat.

Dans moins de cent jours, nous aurons à élire une nouvelle majorité à l'Assemblée de la Polynésie française. Ce sera un choix majeur pour le pays dans un contexte international trouble, voire inquiétant. Les Polynésiens choisiront un cap, une destination et une équipe pour l'atteindre.



L'unité et la cohésion sans faille de l'équipage sont des préalables, mais pas les seuls.

Comptent tout autant, la nécessité d'être en phase avec les aspirations profondes du peuple polynésien, l'obligation d'exprimer pleinement son impératif de solidarité et sa volonté de lutte contre toutes les inégalités et injustices.

N'oublions pas que nous sommes l'une des collectivités les plus prospères et les plus stables socialement et politiquement de la région du Pacifique sud. Notre système électoral est conçu pour dégager une majorité. Le vote pour élire ses représentants n'est pas un post ou une story sur les réseaux sociaux.

Pour ma part, quelle que soit ma place, je continuerai à servir l'intérêt général.

La haute idée que j'en ai s'est renforcée au fil des années et cette aspiration me conduit, comme je l'ai annoncé à me représenter devant tous nos concitoyens pour la prochaine élection générale.

Mes chers amis, nous avons travaillé sans relâche depuis plus de huit ans afin que la Polynésie française se modernise, affirme sa souveraineté économique sociale et renforce le lien culturel qui la relie à sa longue histoire.

Je parle également de la voix qu'elle a réussi à faire entendre tant au niveau du Forum des îles du Pacifique que d'autres instances internationales. Sur la thématique de protection des océans, elle est devenue une partie prenante crédible et écoutée.

Je m'attacherai pour l'avenir, comme je l'ai toujours fait, à conduire notre beau Pays dans l'unité et la paix. Il s'agit d'un véritable défi car pour certains encore, il est facile d'opposer les générations, les catégories sociales, les origines. Le chaos et la discorde sont nos pires ennemis.

En vous souhaitant une année 2023 pleine de bonheur et d'accomplissements personnels, je forme donc pour nous tous ce vœu : continuons à respecter nos différences, à avoir confiance en ce que nous sommes, à regarder avec courage, audace et lucidité notre avenir pour agir.

Décidons pour nous-même d'être tout à la fois enracinés dans notre langue, notre culture et nos valeurs. Restons tous ensemble animés par notre esprit de liberté, d'universalisme et de créativité.

Restons unis, bienveillants, solidaires, mais également ambitieux.

SERVICE DE LA COMMUNICATION

